

# Une étude pour Gramegna

Le Quotidien  
27.01.16

## Le Mouvement écologique veut influencer la future fiscalité grâce à une étude.

L'étude déléguée au FÖS (Forum Ökologisch-Soziale Marktwirtschaft), également dénommée «Green Budget Germany», a duré quelque six mois et coûté environ 12 000 euros.

De notre journaliste  
Claude Damiani

Le Mouvement écologique (Méco) sera reçu aujourd'hui par le ministre des Finances, Pierre Gramegna, pour une entrevue relative à la réforme fiscale sur laquelle planche ac-

tuellement le gouvernement. Et la présidente du Méco, Blanche Weber, ne compte certainement pas honorer l'invitation du ministre en se rendant les mains vides à cette entrevue. Blanche Weber dispose en effet d'une étude de 45 pages, réalisée par l'ONG allemande FÖS, ou «Green Budget Germany», pour appuyer ses arguments et pour tenter d'influencer la vision réformatrice de Pierre Gramegna et de son Premier ministre, Xavier Bettel. Ce document, censé donner plus de poids aux revendications

du Méco, à déjà été discuté, hier soir, «en interne», à savoir en compagnie de membres du Méco, mais également de représentants de partis politique, de syndicats et du monde économique.

Selon les conclusions de l'analyse effectuée au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2015, il ressort que les activités économiques ayant un impact négatif sur le climat, l'environnement et la santé ne sont pas assez imposées, à savoir à hauteur de 5,3 % en 2014 (voir infographie).

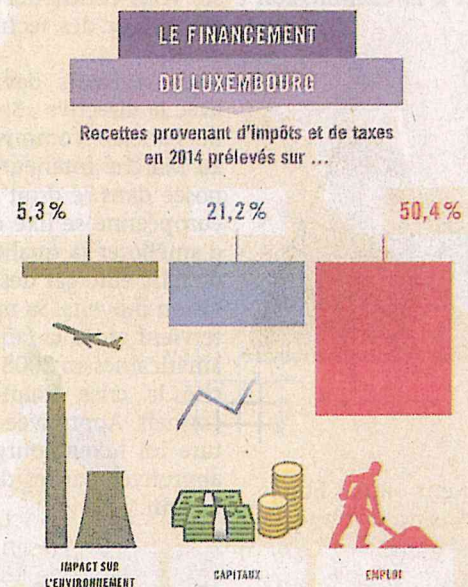
### «Grand potentiel» pour la fiscalité écologique

À l'inverse, 50,4 % des recettes provenant d'impôts et de taxes sont prélevées sur les salaires et la main d'œuvre, et le FÖS estime que la tendance va dans le sens d'une accentuation future de l'imposition du facteur travail. Pour le responsable de l'étude, Alexander Mahler, la chose est entendue : «L'analyse de la structure fiscale du Luxembourg montre que les instruments économiques agissant au niveau de la protection de

l'environnement ne sont pas assez mis à contribution et qu'ils ne représentent qu'une part infime des recettes fiscales de l'État.» D'où l'appel lancé par le FÖS à ce que soit considéré et utilisé à bon escient le «grand potentiel» qu'aurait le système fiscal luxembourgeois à faire le lien entre développement durable écologique, équité sociale, efficacité économique d'un côté, et équilibre des finances publiques de l'autre.

En clair, l'étude s'est attachée à dégager des pistes d'impôts environnementaux sur le trafic routier (taxes d'immatriculation en fonction du niveau d'émission de CO<sub>2</sub>), l'énergie (taxes sur les carburants), l'air (impôts en fonction de la pollution de l'atmosphère), l'eau (taxes sur l'utilisation de l'eau), la biodiversité (taxes foncières), ou encore sur les déchets (taxes sur le traitement des ordures).

Pour rappel, enfin, il est prévu que le Premier ministre, Xavier Bettel, fournisse les premiers détails de la future réforme fiscale, dans le cadre de son discours sur l'état de la Nation, le 26 avril.



Part de l'ensemble des recettes fiscales de l'État, provenant des impôts et des taxes prélevés sur les salaires et la main d'œuvre, les capitaux et l'impact sur l'environnement/la pollution. La part restante, à savoir 23,1 %, provient d'autres impôts et taxes.

Source : fös/mouvement écologique

## Davantage de renouvelable

Sur la base de l'étude, le Méco a élaboré sa position. «Nous revendiquons de basculer davantage vers les énergies renouvelables dans le mix énergétique, mais aussi une réduction des émissions de gaz carbonique, le ménagement de nos ressources ou encore la préservation des sols», indique sa présidente, Blanche Weber, qui déplore par ailleurs que «le système fiscal en place fait exactement tout le contraire».

Blanche Weber espère qu'elle sera entendue grâce à ces chiffres.